

Affaires courantes

avant d'appliquer la TPS. La pétition est signée par plus de 30 petits entrepreneurs de la circonscription de New Westminster—Burnaby.

La deuxième pétition, madame la Présidente, est signée par des habitants de Vancouver, en Colombie-Britannique, qui exhortent, eux aussi, le gouvernement à abandonner son projet de taxe sur les produits et services. Les pétitionnaires allèguent que la taxe ne tient pas compte des ressources financières des contribuables et demandent au gouvernement de renoncer à son projet et de réformer le régime fiscal de sorte qu'une taxe minimale réelle puisse être imposée aux riches et aux sociétés.

LES VOLS À BASSE ALTITUDE

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Ma troisième pétition, madame la Présidente, est une pétition qu'ont fait circuler l'Assemblée des Premières nations et les Innu du Labrador. Les signataires s'opposent à l'utilisation de leurs terres pour l'entraînement des forces de l'OTAN et du NORAD, et demandent au gouvernement canadien de mettre fin aux vols d'entraînement à basse altitude des pilotes de l'OTAN et du NORAD au Canada. Ils s'opposent également à l'établissement des activités de l'OTAN au Canada et particulièrement au projet de centre d'entraînement à Goose Bay, au Labrador. Près de 100 Canadiens ont signé la pétition.

VIA RAIL

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Madame la Présidente, en vertu de l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de mon collègue, le député de Thunder Bay—Nipigon. Elle porte sur la décision du gouvernement de supprimer un grand nombre de lignes de VIA Rail et, du même coup, des milliers d'emplois dans le pays.

Les pétitionnaires de Thunder Bay établissent les faits suivants: le Canada mérite un service voyageurs de premier ordre, y compris du matériel moderne sur l'ensemble du réseau, de même qu'un service rapide dans le corridor le plus achalandé; le chemin de fer est le moyen de transport le plus sûr et le plus respectueux de l'environnement; les subventions annuelles du gouvernement du Canada aux chemins de fer ne sont pas disproportionnées par rapport aux autres modes de transport; de nombreuses collectivités rurales comptent exclusivement sur le service voyageurs; et l'industrie touristique en dépend. Les pétitionnaires prient le Parlement de rétablir l'intégrité du service voyageurs partout dans le pays.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Derek Blackburn (Brant): Madame la Présidente, j'ai moi aussi l'honneur et le devoir de présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, deux séries de pétitions, dont la première provient de Paris, en Ontario, dans ma circonscription. Ce sont les employés, les clients et les exploitants du vidéoclub Happy Time de cette ville qui ont recueilli les signatures.

Les pétitionnaires s'opposent à la TPS et exhortent la Chambre à forcer le gouvernement à renoncer à cette taxe régressive et à la remplacer par un régime fiscal plus progressif.

L'autre série de pétitions est signée par des gens de tout l'Ontario, mais surtout du sud-ouest de cette province, qui invitent eux aussi la Chambre à forcer le gouvernement à substituer à la TPS un régime fiscal plus équitable.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Madame la Présidente, à l'instar de tant de mes collègues, j'ai le plaisir et le devoir de présenter plusieurs pétitions contre la taxe sur les produits et services. Ces pétitions sont signées par des centaines de Manitobains, dont beaucoup d'électeurs de la circonscription de Winnipeg—St. James, et reprennent les critiques habituelles, à savoir notamment que la TPS est une taxe régressive et qu'elle constituera un fardeau pour des millions de Canadiens. Je sais que, pas plus tard qu'hier, la Chambre a adopté en troisième lecture le projet de loi établissant la TPS, mais je crois que des millions de Canadiens ne se déclareront jamais vaincus à cet égard. Comme l'a dit un célèbre Yankee: «Rien n'est perdu tant que ce n'est pas fini».

LES VOLS À BASSE ALTITUDE

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition portant la signature d'environ 300 personnes de divers coins du Canada—Manitoba, Alberta, Colombie-Britannique et Saskatchewan—qui appuient les autochtones du Canada dans l'emploi traditionnel de leurs terres et qui souhaitent voir le Canada prendre de nouvelles initiatives en faveur de la paix par la sécurité collective et le désarmement, plutôt que de préparer des attaques de pénétration avancée à basse altitude dans le cadre de l'OTAN et du NORAD.

Ils demandent donc que le gouvernement du Canada mette fin à tous les vols d'entraînement à basse altitude de l'OTAN et du NORAD au Canada. Ils s'opposent spécialement à l'installation au Canada d'activités de l'OTAN, notamment du nouveau centre de formation à